

Cote du document: EB 2013/110/R.23/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 c) i)
Date: 11 décembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le

Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sana F.K. Jatta

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2466
courriel: s.jatta@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session
Rome, 10-12 décembre 2013

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d’approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l’élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
 Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	12
 Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

CNY	Renminbi chinois
BGP	Bureau de gestion du projet
PPPP	Partenariats public-privé en faveur des pauvres
PTBA	Programme de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

China

Shiyan Smallholders Agribusiness Development Project (SSADeP)

Design report



Source: FIDA. 16/04/2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire de Chine

Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Gouvernement provincial de Hubei
Coût total du projet:	116,9 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	28,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 43,8 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	20,14 millions d'USD
Contribution des partenaires bancaires:	28,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	24,46 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan, telle qu'elle figure au paragraphe 43.

Proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République populaire de Chine a obtenu d'excellents résultats dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Malgré cela, des poches d'extrême pauvreté persistent dans les zones rurales de nombreuses provinces et régions, surtout dans l'ouest et le centre du pays. La pauvreté de ces zones offre un contraste saisissant avec la vive progression des revenus dans les centres urbains et d'autres parties du pays. Le gouvernement est préoccupé par les écarts de revenus importants et croissants entre les familles pauvres qui vivent dans ces zones et le reste de la population. Souvent, ces zones ont une forte proportion de minorités ethniques qui, en raison de la langue et de la culture, sont moins en mesure de tirer parti des possibilités d'emploi offertes aux migrants.
2. Depuis le début des vastes réformes de la fin des années 1970, la population chinoise a connu une croissance économique sans précédent qui s'est traduite par une augmentation remarquable du revenu par habitant et un recul de la pauvreté. Grâce à une croissance réelle annuelle de 9-10% du PIB depuis de nombreuses années, plus de 500 millions de personnes ont pu sortir de la pauvreté. Tous les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été atteints ou sont sur le point de l'être. Même si la croissance devrait ralentir entre 2013 et 2017, la Chine continue de se démarquer par rapport aux autres grandes économies. La croissance de l'activité économique allait de 8,1% dans l'industrie (47% du PIB) et les services (43% du PIB) à 4,5% dans l'agriculture (10% du PIB). Avec une population de 1,34 milliard d'habitants, la Chine est récemment devenue la deuxième économie du monde et joue un rôle toujours plus important et influent au niveau mondial. Pourtant la Chine elle-même affirme avec force qu'elle reste un pays en développement et que ses réformes de marché ne sont pas terminées. En 2012, un revenu national brut par habitant de 6,091 USD la plaçait au quatre-vingt-dixième rang mondial, et environ 128 millions de personnes vivaient encore au-dessous du seuil national de pauvreté établi à 2 300 renminbis chinois (CNY) par an. Comptant le plus grand nombre de pauvres dans le monde après l'Inde, la Chine doit encore relever le grand défi de la réduction de la pauvreté.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le douzième Plan quinquennal (2011-2015) de la Chine pour le développement économique et social national vise à harmoniser la croissance en permettant aux zones rurales et à leurs populations de tirer parti des possibilités économiques et du développement social du pays. Son programme décennal (2011-2020) de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural prend acte de la nécessité d'un engagement à long terme en matière de lutte contre la pauvreté

rurale, en particulier dans les provinces occidentales les plus pauvres, les régions frontalières, les zones où vivent des minorités ethniques et les anciennes bases révolutionnaires, situées pour la plupart dans des zones isolées et montagneuses. Dans le cadre de ces deux initiatives, le but du gouvernement est de réduire la pauvreté grâce à l'amélioration des infrastructures, à la pratique de l'agriculture verte, au renforcement de la commercialisation et des services financiers destinés aux populations pauvres, à la promotion de l'entrepreneuriat privé et des organisations paysannes, au développement des activités économiques non agricoles et à l'action en faveur d'une migration contrôlée.

4. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats du FIDA pour la Chine, qui couvre la période 2011-2015, est pleinement conforme aux deux initiatives susmentionnées, à savoir le plan quinquennal du gouvernement et son programme de développement. Ses trois objectifs stratégiques sont les suivants: a) que les populations rurales pauvres des zones ciblées utilisent durablement des avoirs productifs naturels et économiques plus performants et disposent de technologies et de services consultatifs de meilleure qualité, dans un environnement et des conditions de marché en mutation; b) que les populations rurales pauvres et leurs organisations puissent bénéficier d'un meilleur accès aux marchés et aux services financiers de manière à pouvoir accroître leurs revenus et leur résilience face aux risques; et c) que le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la gestion des savoirs permettent le partage des connaissances issues de l'innovation et la reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques de développement rural.
5. Le Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan (SSADeP), qui est la quatrième intervention relevant du COSOP axé sur les résultats, procurera des actifs productifs aux populations rurales pauvres; développera une agriculture commerciale grâce à un accès à des filières améliorées et à des marchés rémunérateurs; favorisera le développement de coopératives agricoles favorables aux pauvres; et renforcera la présence locale des prestataires de services financiers et agricoles en milieu rural. Conformément au rôle de catalyseur qu'entend jouer le FIDA, ces initiatives prendront la forme d'activités pilotes qui seront par la suite reproduites à plus grande échelle, notamment par le gouvernement. Le projet confèrera une valeur ajoutée qui résultera de l'élaboration de stratégies novatrices et efficaces aux fins de cette reproduction à plus grande échelle. Il garantira des synergies entre les initiatives visant à réduire la pauvreté, à accroître les revenus ruraux et à améliorer la sécurité alimentaire. Ainsi, la justification sous-jacente du Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyan est de favoriser les investissements dans les zones rurales reculées et montagneuses de Qinba.
6. Le projet établira des liens avec les interventions financées par les pouvoirs publics et les donateurs pour optimiser les synergies, éviter les doubles emplois et échanger les enseignements tirés de l'expérience. Parmi ces interventions, on peut citer: a) le Programme de construction "New Countryside" lancé en 2006 pour améliorer la production agricole, les moyens d'existence des petits exploitants et l'environnement rural; b) le programme décennal (2011-2020) de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural; et c) la "réforme du Service de vulgarisation agricole dans le canton test", lancée en 2009 par le Ministère de l'agriculture qui instaure une approche participative de la vulgarisation, tout en améliorant les conditions de travail dans les centres de vulgarisation.
7. La conception du projet, qui est pleinement conforme aux objectifs stratégiques du COSOP axé sur les résultats, tient compte des résultats et des enseignements tirés des projets du FIDA, clos ou en cours d'exécution, en Chine. Elle explore notamment des approches novatrices dans les domaines suivants: ciblage sans exclusive; autonomisation des petits exploitants et de leurs coopératives afin qu'ils s'associent à des entreprises dans le cadre de partenariats public-privé favorables

aux pauvres (PPPP) pour mettre au point des plans d'activités mutuellement bénéfiques; une exécution souple; le développement synergique des infrastructures, de l'agriculture commerciale et de la création de valeur ajoutée; et le financement des filières. Les bureaux de gestion du projet (BGP), provinciaux et préfectoraux, dans la zone cible ont exécuté le Projet de réduction de la pauvreté dans la zone des monts Qinling (2003-2008) financé par le FIDA. L'efficacité du projet a été jugée extrêmement satisfaisante à son achèvement, et l'expérience ainsi acquise facilitera l'exécution du présent projet.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Conformément à la stratégie de ciblage du FIDA et aux objectifs prioritaires du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté, le groupe cible du projet sera constitué de petits exploitants possédant un potentiel économique dans cinq cantons de la préfecture de Shiyan et trois districts de la ville de Shiyan. Les cinq cantons, désignés au niveau national comme étant des cantons pauvres de la zone montagneuse de Qinba, sont situés dans l'une des 14 régions visées par les efforts de réduction de la pauvreté déployés par le gouvernement. Les trois districts de la ville de Shiyan, qui abritent des zones rurales pauvres, ont reçu un soutien insuffisant en matière de réduction de la pauvreté en raison de leur situation géographique. La préfecture de Shiyan, qui se subdivise en neuf cantons/districts, comptait en 2011 une population totale de 3,36 millions d'habitants, dont 71% en milieu rural. Dans la préfecture, le revenu net moyen par agriculteur était de 4 044 CNY en 2011, soit environ 58,6% de la moyenne provinciale et 58,0% de la moyenne nationale. En 2011, le nombre de pauvres se situait à 1,16 million, soit 48,8% de la population rurale du pays. L'incidence de la pauvreté représentait plus du double de la moyenne provinciale. Sur les 125 communes que comptent les cantons/districts retenus, le projet sera initialement mis en œuvre dans 47 d'entre elles, dont la seule commune de minorité ethnique de Shiyan. La population totale des cantons et districts ciblés était d'environ 1,24 million d'habitants en 2011.
9. La zone du projet est formée de montagnes et de collines. Les principales causes de la pauvreté qui y sévit sont: des ressources foncières limitées, avec une exploitation moyenne par habitant de 0,06 hectare, essentiellement dans les hautes terres; un terrain montagneux avec une infrastructure médiocre et moins de 20% de terres arables bien irriguées; un faible niveau de développement de l'agro-industrie; une faiblesse des capacités des paysans en raison d'un accès limité à des technologies améliorées; et des catastrophes naturelles fréquentes, en particulier sécheresses et tempêtes de grêle.

B. Objectif de développement du projet

10. Le projet vise à réduire la pauvreté rurale et à améliorer les moyens d'existence des petits exploitants qui participent aux filières agricoles dans les zones ciblées, ce de manière durable. Ses objectifs sont de permettre aux ruraux pauvres de pratiquer une agriculture commerciale et d'accroître les revenus familiaux tirés de l'agriculture tout en réduisant la variabilité des revenus dans les zones cibles.

C. Composantes/résultats

11. Le projet a trois composantes: renforcement des filières; valorisation de l'agriculture commerciale; et gestion et coordination du projet.
12. Le renforcement des filières améliorera l'ajout de valeur, l'accès aux marchés et les services financiers ruraux au profit des petits exploitants. Cela supposera un renforcement institutionnel et un renforcement des capacités aux fins du développement des coopératives, une action en faveur de l'adoption de modèles opérationnels de PPPP et la mise en place d'un mécanisme de garantie permettant un rehaussement de crédit pour financer les filières favorables aux pauvres.

13. Les modalités d'exécution des activités seront les suivantes: les bureaux de gestion de l'économie rurale et des coopératives seront chargés de renforcer les coopératives, tandis que les bureaux de l'agriculture organiseront la construction de stations agricoles au niveau des communes; la gestion courante du mécanisme de financement des PPPP relèvera du BGP de préfecture, dans le cadre du programme de travail et budget annuel (PTBA) approuvé préalablement par le BGP de la province; le mécanisme de garantie, qui sera géré par des agences de garantie spécialisées aux niveaux des cantons et de la préfecture, sera destiné aux banques et institutions de microfinancement désireuses d'accorder des prêts au groupe cible.
14. La valorisation de l'agriculture commerciale accroîtra les revenus des petits exploitants en les encourageant à opter pour des produits de l'agriculture et de l'élevage économiquement rentables. Il faudra pour cela qu'ils passent d'une agriculture de subsistance à une production agricole axée sur le marché. La production commerciale se traduira pour les exploitants par un surcroît de revenu attribuable à un accroissement des rendements/de la productivité et à des prix plus élevés. L'accès au marché sera amélioré grâce à une coopération en matière de commercialisation. Les activités de production seront en outre tributaires d'une amélioration des infrastructures.
15. L'appui à la production végétale commerciale se traduira par la fourniture de semences, de jeunes plants et d'engrais; et l'introduction de mesures de lutte contre les maladies et la prise en charge du prix de l'eau. Ce type d'assistance sera fournie aux exploitants essentiellement par l'intermédiaire des coopératives. En outre, les exploitants et les coopératives qui soumettent conjointement des plans d'activités PPPP avec des entreprises recevront aussi des entreprises et coopératives partenaires les intrants prévus dans les plans. Des dispositions particulières seront prévues aux fins du financement interne des filières dans les plans d'activités. D'autre part, une formation technique des bénéficiaires sera dispensée par les entreprises et les bureaux compétents en la matière.
16. **Gestion et coordination du projet.** La gestion du projet consistera notamment à mettre en place des BGP au niveau provincial, préfectoral, cantonal et communal. Des groupes villageois d'exécution seront créés afin de contribuer à la coordination et la mise en œuvre des activités du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. L'approche adoptée pour l'exécution du projet repose sur des pratiques qui ont fait leurs preuves dans le cadre de projets financés par le FIDA en cours ou déjà réalisés en Chine. Les BGP déjà en place au niveau provincial, préfectoral, cantonal et communal seront chargés de planifier le projet, d'en assurer la coordination et le suivi et de préparer les rapports. La mise en œuvre des activités continuera d'incomber aux agences désignées au niveau des cantons, dans l'optique d'une synchronisation des activités axée sur les résultats avec les activités de développement mises en œuvre par le gouvernement dans la région. Les PTBA, élaborés de manière participative, serviront de base à l'exécution du projet. Au niveau des villages, les groupes villageois d'exécution assureront un ciblage approprié, une planification participative, l'exécution et le suivi du projet ainsi que l'entretien durable des réalisations matérielles. Une approche filière sera adoptée afin de renforcer les liens entre les activités relevant des composantes A et B, de façon à accroître l'impact du projet et le développement durable. Le développement des coopératives profitera non seulement à l'agriculture commerciale dans le cadre du projet, mais améliorera aussi le pouvoir de négociation des petits exploitants. Il permettra ainsi aux bénéficiaires d'améliorer leur position au sein des filières.

B. Cadre organisationnel

18. En sa qualité de représentant autorisé de l'emprunteur pour les prêts du FIDA, le Ministère des finances recevra et transmettra les fonds correspondant au prêt du FIDA au Département des finances de la Province de Hubei, qui les transmettra à son tour aux bureaux des finances des sous-divisions administratives visées par le projet. Le Ministère s'acquittera de ses responsabilités de surveillance par l'intermédiaire du département et des bureaux des finances.
19. Les dispositions relatives à la gestion et à l'exécution du projet reproduiront les bonnes pratiques ayant fait leurs preuves dans le cadre de projets appuyés par le FIDA en Chine. Des groupes directeurs de projet seront constitués au niveau provincial, préfectoral et cantonal, et assureront l'encadrement et la coordination d'ensemble. Chacun d'eux sera dirigé par un haut fonctionnaire et composé de représentants des départements et bureaux concernés. Parmi les principales attributions des groupes directeurs de projet figureront la supervision des BGP, la performance du projet, la coordination et la mobilisation des fonds de contrepartie, l'examen et l'approbation des PTBA et la coordination des organismes d'exécution.
20. Le Département et les bureaux des finances à tous les niveaux seront chargés: d'ouvrir et de gérer les comptes de projet; d'administrer et de surveiller l'utilisation des ressources du projet, dont le prêt du FIDA et les fonds de contrepartie; d'examiner et d'approuver les besoins de financement; de veiller à la fluidité des flux de fonds; de dispenser une formation appropriée aux responsables financiers du projet; et de préparer les demandes de retrait et d'assurer le remboursement, dans les meilleurs délais, des dépenses autorisées.
21. Le gouvernement provincial a désigné le Département de l'agriculture comme l'agent principal du projet (APP), qui assurera la coordination et la supervision du projet. L'APP créera des BGP à tous les niveaux. Un BGP provincial, qui sera constitué d'un minimum d'effectifs, assurera la surveillance du travail des BGP au niveau préfectoral, cantonal et communal. Ces derniers seront les principaux organismes chargés de la gestion courante du projet. En tant que tels, ils auront besoin d'un personnel permanent au complet pour assurer la bonne exécution du projet. Le BGP préfectoral et chaque BGP cantonal seront dotés d'un personnel qualifié employé à temps plein en nombre suffisant, à savoir au moins un directeur, un directeur adjoint, un comptable, un caissier, un agent de planification, un agent de suivi-évaluation (S&E) et un coordonnateur pour les questions de parité hommes-femmes. Le BGP préfectoral coordonnera l'exécution du projet dans les cinq cantons et les trois districts. Les BGP cantonaux coordonneront l'exécution au niveau du canton. Des BGP communaux seront mis en place au sein du gouvernement communal et utiliseront les installations existantes et le personnel actuel à temps partiel. Le personnel désigné des BGP communaux apportera son assistance, en fonction des besoins, aux BGP cantonaux et aux organismes d'exécution au niveau villageois. Au moment de la préévaluation du projet, toute la structure institutionnelle du projet – de la province à la préfecture en passant par le canton – était déjà en place, y compris le personnel clé des BGP de province, de préfecture et de canton, y compris les directeurs et chefs de projet de ces derniers. Tout le personnel s'est totalement investi d'emblée dans la conception du projet.
22. Des groupes villageois d'exécution seront créés dans chacun des villages ciblés. Ils auront à leur tête le directeur du comité villageois existant et compteront en général environ 10 personnes – tous les membres des comités villageois et cinq nouveaux membres (dont deux doivent être des femmes) représentants d'agriculteurs correspondant à différentes "catégories de bien-être" des ménages.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

23. La planification dans le cadre du projet suivra les bonnes pratiques actuelles des projets financés par le FIDA en Chine, sur la base des PTBA qui seront induits par la demande et participatifs (faisant intervenir toutes les parties prenantes). Les PTBA décriront les progrès accomplis en termes de financement et de réalisations matérielles, les activités prévues, le plan des passations de marché pour les 18 mois à venir au moins et le plan d'exécution semestriel. Le BGP préfectoral consolidera les PBTA élaborés par chaque BGP cantonal et les soumettra au FIDA pour approbation par l'intermédiaire du BGP provincial. Le premier PTBA sera présenté avant le démarrage du projet.
24. **Suivi-évaluation.** Le projet adoptera le cadre de S&E établi par le FIDA pour les projets exécutés en Chine, cadre qui est conforme au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. La responsabilité générale en matière de S&E et de partage des enseignements tirés du projet auprès de toutes les parties prenantes reviendra aux responsables du S&E au sein des BGP de la province, de la préfecture et des cantons. Les organismes d'exécution et les groupes villageois d'exécution collecteront les données de S&E au niveau des ménages. Le S&E s'appuiera sur les principales fonctions suivantes: examens périodiques; appui technique et soutien externe permanent aux fins de la présentation des rapports; et formation d'évaluateurs. Les résultats du S&E seront utilisés pour élaborer les PTBA et apporter des ajustements au cadre logique.
25. **Apprentissage et gestion des savoirs.** La stratégie de gestion des savoirs du projet s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre de projets appuyés par le FIDA, antérieurs ou en cours d'exécution. Les BGP œuvreront avec les coopératives afin de garantir que les connaissances – techniques, commerciales et relatives au marché – sont partagées entre les membres. Ensemble, ils seront responsables de recueillir et documenter expériences, bonnes pratiques et innovations et d'organiser des ateliers pour les diffuser dans une optique de reproduction à plus grande échelle.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

26. **Gestion financière.** Selon l'évaluation de la gestion financière du FIDA, le risque financier global est modéré. Les risques inhérents sont jugés modérés. Des risques liés à la justification de l'emploi des fonds du projet pourront se présenter. Ils tiendront essentiellement à l'extension géographique de l'exécution et à l'acheminement des fonds à une multiplicité d'organismes bénéficiaires et d'intermédiaires financiers qui recevront des ressources du Fonds PPPP, du fonds de garantie et du crédit mobilisé auprès de banques partenaires. Toutefois, les organismes d'exécution du projet sont forts d'une expérience relativement vaste de la gestion de projets qui bénéficient de financements extérieurs – y compris ceux financés par le FIDA – et présentent des résultats et des dispositifs de justification de l'emploi des fonds généralement convenables. Pour faire en sorte que les risques soient ramenés à un niveau acceptable, des évaluations préalables des modalités d'exécution ont été réalisées en regard des capacités minimales requises. Certaines mesures d'atténuation des risques ont été proposées comme conditions de retrait, y compris la mise en place d'un système comptable informatisé et la réalisation d'un manuel d'exécution du projet visant à renforcer les contrôles internes. Les pratiques en vigueur dans l'administration publique en matière d'information financière et de comptabilité sont jugées acceptables par le FIDA. Les comptes seront consolidés au niveau provincial. Un compte désigné, qui sera ouvert par le Département des finances de Hubei auprès d'une banque agréée par le FIDA, permettra d'acheminer tous les financements octroyés par ce dernier. Un montant convenu, correspondant approximativement aux dépenses admissibles sur les six premiers mois, sera déposé sur ce compte une fois que le prêt aura été signé et que les conditions de décaissement auront été remplies. Les

réapprovisionnements ultérieurs du compte seront effectués selon les demandes de retrait qui seront présentées, accompagnées des pièces justificatives et des relevés de dépenses, conformément aux procédures du FIDA. Des comptes de projet libellés en yuans seront ouverts auprès de banques ayant l'agrément du FIDA et seront administrés par les BGP et les bureaux des finances de canton. Les fonds prêtés par le FIDA seront acheminés du compte désigné, par l'intermédiaire des comptes de projet, aux organismes d'exécution, aux prestataires de services et aux utilisateurs finals.

27. **Passation de marchés.** Les passations de marchés de biens, de travaux et de services de consultants financés dans le cadre du projet devront respecter les dispositions des procédures en vigueur dans le pays de l'emprunteur, dans la mesure où elles sont conformes aux dispositions des directives du FIDA en la matière. La méthode utilisée dépendra de la nature des dépenses et de la valeur du contrat. Dans la mesure du possible, les achats seront regroupés de manière à constituer des dossiers d'appels d'offres importants afin de favoriser un recours optimal à l'appel à la concurrence. En toutes circonstances, la passation de marchés sera bien documentée en vue d'un examen a posteriori et à des fins d'audit. Parmi les biens devant faire l'objet d'une passation de marchés figurent notamment les intrants agricoles, les véhicules, le matériel et les fournitures. Les véhicules seront achetés par voie d'appel d'offres au niveau local et les autres biens feront l'objet d'achats locaux. Pour les travaux de génie civil, la passation de marchés pourra se faire suivant l'une ou l'autre de ces méthodes. S'agissant des services techniques, de la formation, de l'organisation des ateliers et de la réalisation des études, la procédure sera celle des achats locaux. Le mécanisme de crédit visant à renforcer les filières sera obtenu en établissant un contrat direct avec les intermédiaires financiers.
28. **Audit.** Conformément à la section 9.03 de l'article IX des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux Directives relatives à l'audit des projets, les bureaux d'audit de la province et des cantons, qui agissent en qualité d'organismes indépendants relevant du bureau national d'audit, réaliseront l'audit du projet. Ils examineront tous les états de dépenses et les états financiers consolidés et émettront une opinion quant à leur admissibilité. Ils examineront en outre l'efficacité de la fluidité des mouvements de fonds provenant des prêts et la remise des fonds de contrepartie ainsi que l'utilisation des fonds versés aux organismes bénéficiaires, comme les intermédiaires financiers et les organismes participants, au titre du Fonds PPPP, du fonds de garantie et du crédit mobilisé auprès de banques partenaires.

E. Supervision

29. Pour faciliter l'exécution du projet et veiller à ce que ses objectifs soient atteints, le FIDA et le Gouvernement chinois effectueront des contrôles à intervalles réguliers. Des missions annuelles de supervision organisées par le FIDA, autant que possible en collaboration avec le gouvernement, examineront: l'état d'avancement et la performance du projet; les aspects fiduciaires; le ciblage et l'intégration des questions de parité hommes-femmes; les résultats et l'impact du projet; les innovations et la gestion des savoirs; la priorité accordée au climat et à l'environnement; et la durabilité.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

30. Le coût total du projet sur cinq ans est estimé à 116,9 millions d'USD, y compris les provisions pour imprévus (714,5 millions de CNY). Les provisions pour aléas d'exécution représentent environ 1% du total des coûts de base (soit 0,74 million d'USD) et les provisions pour aléas financiers environ 3% (soit 3,02 millions

d'USD). La part respective des dépenses d'investissement et des charges récurrentes est de 96,5% et 3,5% du total des coûts de base.

Tableau 1
Tableau indicatif des coûts estimés du projet par composante

	(en millions de CNY)			(en millions d'USD)			% Devises étrangères	% Total des coûts de base
	Monnaie locale	Monnaie étrangère	Total	Monnaie locale	Monnaie étrangère	Total		
A. Renforcement des filières								
1. Développement des coopératives	35,99	1,89	37,88	5,89	0,31	6,20	5	5
2. Fonds FPPP	177,19	-	177,19	29,00	-	29,00	-	26
3. Fonds de garantie	10,39	-	10,39	1,70	-	1,70	-	2
4. Crédit mobilisé auprès des banques partenaires	174,14	-	174,14	28,50	-	28,50	-	25
Sous-total	397,70	1,89	399,59	65,09	0,31	65,40	-	58
B. Valorisation de l'agriculture commerciale	249,80	0,25	250,04	40,88	0,04	40,92	-	36
C. Gestion du projet	36,17	5,49	41,66	5,92	0,90	6,82	13	6
Total coûts de base	683,67	7,63	691,30	111,89	1,25	113,14	1	100
Provisions pour aléas d'exécution	4,53	-	4,53	0,74	-	0,74	-	1
Provisions pour aléas financiers	18,32	0,10	18,43	3,00	0,02	3,02	1	3
Coût total du projet	706,52	7,73	714,25	115,63	1,27	116,90	1	103

Tableau 2
Tableau indicatif du financement du projet par catégorie/source de financement

											Monnaie locale		
	Gouvernement		FIDA		Banques partenaires		Bénéficiaires		Total		Devises étrangères	(hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Véhicules et équipement	0,21	15,0	1,16	85,0	-	-	-	-	1,37	1,1	0,82	0,41	0,14
2. Biens	2,78	15,0	15,73	85,0	-	-	-	-	18,51	15,6	-	18,51	-
3. Travaux de génie civil	13,14	80,0	3,28	20,0	-	-	-	-	16,42	13,8	-	15,60	0,82
4. Assistance technique et formation	0,00	-	8,96	100,0	-	-	-	-	8,96	7,5	0,45	8,52	-
5. Mécanisme FPPP	0,00	-	12,96	44,7	-	-	16,04	55,3	29,00	24,4	-	29,00	-
6. Fonds de garantie de crédit	-	-	1,70	100,0	-	-	-	-	1,70	1,4	-	1,70	-
7. Crédit mobilisé	-	-	-	-	28,50	100,0	-	-	28,50	24,0	-	28,50	-
8. Main-d'œuvre agricole	-	-	-	-	-	-	8,33	100,0	8,33	7,0	-	8,33	-
9. Infrastructures fonctionnement et maintenance	0,08	50,0	-	-	-	-	0,08	50,0	0,17	0,1	-	0,17	-
10. Coûts d'exploitation de la gestion du projet	3,94	100,0	-	-	-	-	-	-	3,94	3,3	-	3,94	-
Coût total du projet	20,14	17,2	43,80	37,5	28,50	24,4	24,46	20,9	116,90	98,2	1,27	114,68	0,96

B. Financement du projet

31. Le projet est financé par le FIDA (à hauteur d'environ 43,8 millions d'USD), le gouvernement (environ 20,14 millions d'USD), les bénéficiaires (environ 24,46 millions d'USD) – constitués d'agriculteurs (main-d'œuvre agricole), de membres des coopératives et d'entreprises agroalimentaires (en espèces ou en nature) – et des banques partenaires (crédit d'environ 28,50 millions d'USD). Le gouvernement et le FIDA financeront conjointement les coûts d'investissement du projet, y compris tous les travaux de génie civil, les véhicules, le matériel, les biens, l'assistance technique et la formation. Tous les frais de main-d'œuvre agricole et les charges récurrentes seront pris en charge par le gouvernement et les bénéficiaires.

Tableau 3
Tableau indicatif du financement estimé du projet par composante/source de financement

											Monnaie locale		
	Gouvernement		FIDA		Banques partenaires		Bénéficiaires		Total		Devises étrangères	(hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Renforcement des filières													
1. Développement des coopératives	-	-	6,20	100,0	-	-	-	-	6,20	5,2	0,31	5,89	-
2. Fonds FPPP	0,00	-	12,96	44,7	-	-	16,04	55,3	29,00	24,4	-	29,00	-
3. Fonds de garantie	-	-	1,70	100,0	-	-	-	-	1,70	1,4	-	1,70	-
4. Crédit mobilisé auprès des banques partenaires	-	-	-	-	28,50	100,0	-	-	28,50	24,0	-	28,50	-
Sous-total	0,00	-	20,86	31,9	28,50	43,6	16,04	24,5	65,40	55,0	0,31	65,09	-
B. Valorisation de l'agriculture commerciale	16,00	36,1	19,86	44,9	-	-	8,42	19,0	44,28	37,2	0,04	43,42	0,82
C. Gestion du projet	4,14	57,4	3,08	42,6	-	-	-	-	7,22	6,1	0,91	6,17	0,14
Coût total du projet	20,14	17,2	43,80	37,5	28,50	24,4	24,46	20,9	116,90	98,2	1,27	114,68	0,96

C. Résumé des avantages et analyse économique

32. **Avantages et bénéficiaires.** Les avantages se présenteront essentiellement sous la forme d'une augmentation des revenus pour les exploitants, une fois qu'ils seront passés d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. Ce surcroît de revenu découlera d'une hausse des rendements due aux

investissements dans l'irrigation et de la baisse des frais de transport et autres coûts de transaction. Les coopératives, organisations de producteurs et entreprises agroalimentaires devraient voir augmenter le volume des transactions et leur chiffre d'affaires grâce à des investissements bien ciblés. Sous la composante A, 90 coopératives et organisations de producteurs bénéficieront de meilleurs services pour leurs membres, de modèles opérationnels favorables aux pauvres et de filières commerciales améliorées. Sous la composante B, quelque 31 000 ménages bénéficieront d'une amélioration des routes rurales, environ 28 600 ménages d'une amélioration de l'irrigation et environ 7 300 ménages de travaux de terrassement. En outre, environ 10 960 ménages profiteront du développement de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture à vocation commerciale. Le nombre total de bénéficiaires du projet devrait atteindre environ 255 000 ménages (soit environ 1,02 million de personnes), dont quelque 110 400 ménages (autour de 442 000 personnes) seront des bénéficiaires directs. En outre, des emplois seront créés pour environ 26 000 personnes.

33. **Analyse économique.** On a calculé le taux de rentabilité économique interne (TREI) du projet, qui est de 32%, et sa valeur actuelle nette (VAN), qui avoisine 88 millions d'USD, à partir des investissements en faveur du renforcement des filières (composante A), des infrastructures productives et de l'expansion de la production (composante B). L'analyse financière des activités de production indique que ces investissements sont tous rentables. Seuls les plans d'activités PPPP présentant une analyse financière positive pourront faire l'objet d'un financement. Les demandes de crédit feront l'objet d'un processus en deux étapes, à savoir une préévaluation des banques partenaires et des vérifications en amont. D'après les résultats de l'analyse de sensibilité, les investissements seraient rentables même si les avantages devaient être sensiblement réduits ou si les coûts étaient plus élevés que prévu.

Tableau 4

Tableau indicatif de l'analyse de sensibilité estimée

	TREI	VAN (USD)
Scénario de base	32%	87 701 725,47
Bénéfices réduits de 10%	29%	75 348 121,68
Bénéfices réduits de 20%	27%	63 478 388,86
Bénéfices réduits de 71%	8%	-
Coûts augmentés de 10%	29%	82 764 354,25
Coûts augmentés de 20%	26%	77 826 983,02
Coûts augmentés de 245%	8%	-

D. Durabilité

34. La durabilité générale du projet est jugée très satisfaisante en raison de l'intensification des efforts de réduction de la pauvreté déployés par le gouvernement, notamment dans le cadre du Programme de construction "New Countryside", que le présent projet viendra compléter, et de l'intégration des BGP cantonaux et communaux dans les structures administratives locales. Les résultats tirés par les BGP du succès de l'exécution en Chine de projets appuyés par le FIDA seront reproduits dans le cadre du présent projet. La contribution du gouvernement et des bénéficiaires devrait donner satisfaction en termes de capacité à exécuter le projet avec efficacité et efficience et de l'aptitude des BGP, aux niveaux des cantons et de la province, à mettre en place et à gérer un système de S&E complet. Les activités du projet sont conformes aux stratégies et politiques du gouvernement en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté. En outre, tous les partenaires, parties prenantes et bénéficiaires du projet manifestent un vif intérêt dans les interventions proposées, ce qui garantira l'appropriation et la durabilité du projet.

E. Identification et atténuation des risques

35. Le projet a été conçu de façon à répondre aux demandes formulées par les bénéficiaires potentiels après une analyse complète des contraintes et des possibilités de développement qui existent dans la zone cible. Les risques tiendront à l'évolution rapide des conditions de marché pour les produits agricoles et à la conjoncture économique au sens large, aux processus d'exécution axés sur les résultats et à l'impact potentiel du changement climatique. Ils seront atténués par le fait que le projet est induit par la demande et qu'il suit une approche filière, ce qui permettra de procéder à des ajustements à mesure que les problèmes surviendront durant l'exécution, et par l'adoption de pratiques intelligentes face au climat. Des BGP aux capacités renforcées auront la responsabilité importante d'assurer le suivi de ces risques et de faire en sorte que les problèmes susceptibles de compromettre le succès du projet soient réglés dans les meilleurs délais par les parties prenantes concernées. Afin de réduire les risques qui pèsent sur les services financiers du projet, des dispositions ont été prises pour opérer sans une ligne de crédit spécialement affectée, l'idée étant de mobiliser la liquidité disponible sur les marchés financiers ruraux. Il faudra pour cela constituer un fonds de garantie dans le respect des bonnes pratiques internationales.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

36. La conception du projet est conforme aux politiques du FIDA. Le projet vise à accroître les revenus que tirent les pauvres, et notamment les femmes, de la production agricole commerciale par l'adoption d'approches novatrices de la réduction de la pauvreté et par l'amélioration de l'accès aux actifs communautaires, à des marchés rémunérateurs et à un savoir-faire. Concrètement: i) une stratégie axée sur la promotion de l'égalité hommes-femmes a été conçue en conformité avec la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; ii) la priorité a été donnée à la pauvreté, et notamment aux critères de sélection des villages et ménages bénéficiaires, conformément à la politique de ciblage du FIDA; iii) des approches participatives applicables à la planification de projet ont été conçues conformément à la politique du FIDA en la matière; iv) la promotion d'activités novatrices en matière de finance rurale à la fois efficaces et efficaces; v) une stratégie de reproduction des résultats positifs du projet à plus grande échelle a été conçue conformément à la politique du FIDA dans ce domaine; vi) les risques liés au climat ont été analysés, et des mesures destinées à atténuer les effets négatifs potentiels du changement climatique ont été conçues conformément à la politique du FIDA en la matière; vii) les modalités d'engagement avec les Dragon Head Enterprises et autres entreprises privées ont été conçues en conformité avec la stratégie pour le secteur privé; et viii) l'impact négatif potentiel sur l'environnement a été analysé, et des mesures d'atténuation ont été prévues.

B. Alignement et harmonisation

37. Le projet s'inscrit dans le droit fil des stratégies de réduction de la pauvreté du Gouvernement chinois, à savoir son douzième plan quinquennal pour le développement économique et social national et son programme de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural. Il vise à réduire la pauvreté et à améliorer les moyens d'existence en milieu rural en: intégrant les petits exploitants dans les filières de produits agricoles; en accroissant les capacités des ruraux pauvres en matière de gestion par les ménages de la productivité agricole grâce à un renforcement de l'information et des services techniques; et en favorisant une agriculture commerciale axée sur des produits spécialisés économiquement rentables et des liens solides avec le marché. Ces activités contribueront à atténuer les disparités régionales dans le développement rural, tout en contribuant à réaliser l'objectif que s'est fixé le gouvernement d'instaurer un modèle de société *Xiaokang*.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

38. La stratégie de gestion des savoirs sur laquelle reposera le projet mettra à profit l'expérience acquise dans le cadre de projets appuyés par le FIDA en Chine. Les BGP au niveau provincial, préfectoral et cantonal seront chargés de recueillir et de documenter les enseignements, les bonnes pratiques et les innovations, et de les diffuser par l'intermédiaire d'ateliers et d'autres activités de partage des savoirs, aux fins de la reproduction à plus grande échelle. Les plans de reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques et des innovations seront intégrés dans les PTBA, notamment en encourageant les autorités locales et les donateurs à les inscrire dans leurs propres plans de développement local.

D. Participation à l'élaboration des politiques

39. Dans le cadre du projet, le FIDA s'appliquera à mettre en place des dispositifs consultatifs avec certains partenaires institutionnels dans les domaines suivants: services financiers novateurs en milieu rural; recherche et développement de filières de produits de niche (production de racines et tubercules, élevage caprin, etc.); promotion de l'égalité hommes-femmes dans les programmes de développement et la concertation sur l'action à mener; soutien aux coopératives et aux organisations de producteurs pour réaliser des gains d'efficacité et améliorer la durabilité; et poursuite de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques. Le FIDA apportera sa collaboration aux activités d'analyse des politiques suivies en la matière par les instances gouvernementales centrales et provinciales, en fournissant des éléments de discussion et en contribuant à créer des forums de discussion ainsi qu'à organiser des séminaires de coopération Sud-Sud – étant bien entendu que l'élaboration des politiques est du ressort exclusif des autorités nationales.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

40. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
41. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
42. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-huit millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (28 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Shiyan Smallholder Agribusiness Development Project (SSADeP)"

(Negotiations concluded on 3 December 2013)

Loan Number:

Project Title: Shiyan Smallholder Agribusiness Development Project (the "Project")

People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. The amount of the Loan is twenty eight million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (28 550 000 SDR).
5. The Loan is granted on ordinary terms and shall have a maturity period of eighteen (18) years including a grace period of five (5) years.
6. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
8. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 June and 15 December.

9. There shall be a Designated Account denominated in USD opened and maintained by the Department of Finance of the Hubei Province in a commercial bank acceptable to the Fund through which the Loan proceeds shall be channelled. The Designated Account shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Borrower and accepted by IFAD.

10. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project and shall cause the Governments of the Hubei Province and each participating county governments to provide counterpart financing for the Project in a total amount equivalent to approximately USD 20.14 million including all recurrent costs. Project beneficiaries shall provide a contribution in cash or in kind of approximately USD 24.46 million and partner banks shall contribute approximately USD 28.5 million for leveraged credit. The counterpart funds shall be channelled and made available for the Project.

11. The Provincial and Prefecture Project Management Office (PPMO), all County Project Management Offices (County PMOs), County Bureaux of Finance (BOFs), Township Project Management Offices (TPMOs) and Implementing Agencies (IAs) shall maintain Project Accounts in local currency in Banks acceptable to IFAD to receive the proceeds of the financing and/or the counterpart funding.

Section C

12. The Lead Project Agency shall be the Provincial Department of Agriculture (DOA) designated by the Government of the Hubei Province for the overall coordination and supervision of the Project activities.

13. Additional Project Parties include the Bureau of Water Resources, Bureau of Transportation, Bureau of Agriculture, Bureau of Livestock, the Rural Economic and Cooperative Management Bureau (RECMB).

14. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

15. The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out each six (6) months, the Fund shall conduct a mid-term review to be carried out towards the third year of Project implementation.

Section E

16. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

17. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Provincial Project Management Office ("Provincial PMO"), the Prefecture Project Management Office ("Prefecture PMO") and at least one County PMO shall have been duly established and composed in accordance with Schedule 1, Section II and the respective Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have submitted, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
- (c) The Designated Account shall have been duly opened and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund;
- (d) A draft PIM shall have been prepared and is acceptable to the Fund; and
- (e) A computerized accounting system acceptable to the Fund shall have been identified and selected by the Prefecture PMO.

18. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawals shall be made in respect of expenditures under Category V (Credit Guarantee Funds) until a separate operational manual for the operation modalities of the Guarantee facility including eligibility and selection criteria for the Guarantee agencies, and the participating banks shall have been prepared by the Lead Project Agency and shall have been approved by the Fund; and
- (b) No withdrawals shall be made in respect of expenditures under Category V (Credit Guarantee Funds) until a draft Guarantee Agency Subsidiary Agreement referred to in Schedule 1, Section II-B has been approved by the Fund.

19. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister for Finance of the People's Republic of China
Ministry of Finance
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820
People's Republic of China

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

Authorized Representative
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Target Population.** The Project shall benefit poor women and men from rural households, with a focus on women's interests, participation and benefits in the following five (5) counties and three (3) districts in the Shiyan Prefecture of the Hubei Province: Yunxi County, Yunxian County, Danjiangkou County, Zhushan County, Zhuxi County, Shian city's Maojian, Zhangwan and Wudangshan Districts (the "Project Area").
2. **Goal.** The goal of the Project is to sustainably reduce rural poverty and improve the livelihood of rural households involved in both agricultural and livestock value chains in targeted areas.
3. **Objectives.** The objectives of the Project are to (i) empower the rural poor to participate in commercial farming for increasingly profitable agricultural production; and (ii) increase farm family incomes while decreasing income variability in target areas through enhancing production, diversification, commercialization and value addition of agricultural products along selected value chains.
4. **Components.** The Project shall consist of the following three components, which support and complement each other to achieve the anticipated impact in the Project Area, and integrate commercial farming, agribusiness development and improved market access through a value chain approach:

Component A: Value Chain Strengthening. The objective of this component is to improve value-addition, access to markets and rural financial services for smallholders. Through the following sub-components: (i) institutional and capacity building for cooperative development; (ii) support for Pro-poor Public Private Partnership (PPPP) business models; and (iii) the establishment of a guarantee facility as a credit enhancement mechanism for pro-poor value chain financing.

Sub-component A.1 - Institutional and capacity building for cooperative development.

This sub-component will be achieved through the following activities:

- (a) *Strengthening the Capacity of the RECMB and Cooperative Promoters.* The Project will finance cooperatives trainings on participatory techniques giving them exposure to international cooperative concepts and experience through study tours, support for cultivating and developing the social dimension of cooperatives.
- (b) *Improved Provision of Member Services.* Technical services such as training on cultivation skills and advice on pest and disease management will be provided as well as activities such as soil-testing to assess fertilizer requirements; food safety certification; mechanized land preparation; access to credit schemes; animal health care services; access to quality breeding sires etc.
- (c) *Improved Market Linkages.* Cooperative staff will be trained and supported to develop a long-term business strategy to improve link aging and increase profitability. Support will be provided for implementation of the value chain strategies and may include activities such as: product improvement and development, diversifying target markets, effective pricing strategies and

contract negotiation, introducing promotion campaigns. Cooperative promoters and staff of cooperatives will be trained in value chain analysis skills and the cooperatives and relevant enterprises will be supported to implement the marketing strategy.

Sub-component A.2 - Support for PPPP business models.

- (a) The Project will finance semi-public goods on a grant basis related to cooperative-led and company-led PPPP business models that link small farmers and their cooperatives with private companies and integrate small rural producers into profitable agricultural value chains to improve their access to secure markets and raise their incomes. The selection of PPPP business models will be on a competitive basis in accordance with the eligibility and selection criteria defined in the PIM including the record of accomplishment and commitment of the private sector company and the cooperative and the viability and pro-poor nature of the business proposal.
- (b) The PPPP financing will focus on investments in *semi-public goods* related to the PPPP business plans, e.g. technical assistance, market research, product development, certification, promotion, productive collective assets (warehouses, equipment, processing units, machinery, etc.), and other initial investments that are needed to execute the business plans.

Sub-component A.3 - Establishment of a Guarantee Facility as a credit enhancement mechanism for pro-poor value chain financing. The objective of this sub-component is to leverage the existing liquidity of participating Project partner banks to increase production and upgrade processing, storage and transport facilities. The Guarantee Facility will be managed by specialized guarantee agencies at county and prefecture level selected in accordance with the criteria defined in the PIM. The selected guarantee agencies shall have been approved by the Fund and the Lead Project Agency. The selected guarantee agencies will provide a partial guarantee cover for loans financed by eligible participating banks. The PIM will define the eligibility criteria for participating banks as well as for the beneficiaries who shall include agricultural cooperatives, associations, groups or enterprises.

Component B: Commercial Farming Enhancement. The objective of this component is to enhance incomes for the small holders through the following sub-components:

Sub-component B.1 - Household-based commercial production. Activities under this sub-component include: (a) support to commercial production including provision of seeds and seedlings for crop production, livestock and sericulture production, fish culture, provision of fertilizers, introduction of disease control, water charges, and provision of materials and equipment, plus, (b) technical training both Project staff and beneficiaries.

Sub-component B.2 - Infrastructure improvement for commercial production. Activities under this sub-component include: (a) the improvement of rural roads; (b) the improvement of irrigation systems; and (c) land preparation and levelling for proposed commercial production. The Project will support the establishment of village level road maintenance groups and water users' associations and their training and capacity/capability development.

Component C: Project Management and Coordination

Project management will include the establishment and operation of PMOs at provincial, prefecture, county and township levels. Project implementation will be substantially decentralized to the County PMOs. The organization and management is outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. Lead Project Agency

1.1. The Lead Project Agency shall be the DOA of the Hubei Province for the overall coordination and supervision of the Project.

2. Project Leading Group (PLG)

2.1. *Establishment and composition.* PLGs shall be established at provincial, prefecture and county levels respectively by the province, prefecture and each county where the Project will be implemented. Each PLG shall be chaired by a senior official of government of the same level and include the representatives from relevant departments, bureaux and institutions as appropriate.

2.2. *Responsibilities.* The PLGs shall provide overall guidance and be responsible for the coordination and planning of Project implementation at their respective levels. Key responsibilities of PLGs shall include: (i) overall supervision of PMO's operations and Project performance; (ii) coordination of counterpart funds; (iii) review and approval of Annual Work Plans and Budgets (AWPB) and progress reports; and (iv) coordination of Project IAs in implementation of Project activities and reporting.

3. Provincial Project Management Office (Provincial PMO)

3.1. *Establishment.* A Provincial PMO shall be established by the DOA who shall select one director and the deputy director. The Provincial PMO shall be located within the DOA.

3.2. *Composition.* The Provincial PMO shall be a small and agile unit composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, and a Monitoring and Evaluation Officer. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

3.3. *Responsibilities.* The Provincial PMO shall be responsible for coordinating Project implementation across the Project Area. Its main responsibilities shall be to formulate government regulations and provide general oversight on the implementation of Project activities by the Prefecture, County and Township PMOs.

4. Prefecture Project Management Office (Prefecture PMO)

4.1. *Establishment.* A Prefecture PMO shall be established by the Bureau of Agriculture of the Prefecture government. The Prefecture PMO shall be responsible for the coordination and management of Project activities in the eight (8) Counties and Districts of the Project Area under its jurisdiction.

4.2. *Composition.* The Prefecture PMO shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a cashier, a M&E officer, a planning officer, a gender coordinator and a full time staff member specialized in value chains/agribusiness development/agricultural industrialization to overview and monitor closely the implementation of the business plans. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

4.3. *Responsibilities.* Under the leadership of the Provincial PMO, the Prefecture PMO shall be responsible for overseeing the day-to-day management of the Project activities in the three (3) districts and perform an oversight and supervisory role with respect to the five (5) Counties under its jurisdiction. In addition, the Prefecture PMO shall perform overarching functions of planning, coordination and monitoring Project implementation at prefecture level, with the operations being substantially decentralised to the County PMOs. Its responsibilities shall include: (i) coordination of AWPBs submitted by the Counties and Districts; (ii) monitoring and evaluation of Project implementation; (iii) provision of appropriate training to County PMOs and IAs in terms of Project implementation; (iv) preparation and consolidation of SOEs, financial statements and withdrawal applications; (v) procurement under the Project; and (vi) Project reporting.

4.4. *Business Plan Appraisal Committee (BPAC).* Under the guidance of the Provincial PMO, the Prefecture PMO shall establish a Business Plan Appraisal Committee (BPAC). The composition and responsibilities of the BPAC, including its governance and administration, frequency of meetings, voting procedures, evaluation and review process of the business plans, record keeping shall be defined in the PIM. A qualified full-time staff member of the Prefecture PMO shall serve as secretary and non-voting member of the BPAC.

5. *County Project Management Offices (County PMOs)*

5.1. *Establishment.* County PMOs shall be established in each of the five (5) Counties of the Project Area through an official document from the county government. The County PMOs shall be located within the BOAs.

5.2. *Composition.* The County PMOs shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a cashier, a M&E officer, a planning officer, and a gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

5.3. *Responsibilities.* The County PMOs shall be responsible for coordinating Project implementation at County level. Their responsibilities shall include: (i) development of AWPBs through participatory approaches, (ii) monitoring and supervision of Project implementation, (iii) facilitation of the establishment of the Village Implementing Groups (VIGs), (iv) provision of appropriate training to IAs, TPMOs and VIGs in terms of Project implementation, (v) preparation of SOEs, financial statements and claim documents, (vi) organising of Project procurement, and (vii) Project reporting.

6. *Township Project Management Offices (TPMOs)*

6.1. *Establishment.* TPMOs shall be established by the township governments through an official document from the government, in each township of the Project Area utilising the existing local government facilities.

6.2. *Composition.* The local government shall assign qualified staff to the TPMOs.

6.3. *Responsibilities.* TPMOs will provide support to the County PMOs and IAs for implementation of Project activities at village level on an as-required basis. Their responsibilities shall include: (i) oversee the works of VIGs; (ii) identify eligible villages that could participate in Project activities; (iii) facilitate village-level participatory planning activities to determine what activities will be implemented in the villages; (iv) review village implementation work plans; (v) coordinate the township technical stations/centres in Project implementation; (vi) consolidate the M&E data collected by VIGs and submit to CPMOs; and (vii) facilitate the liaison with target villages.

7. *Village Implementing Groups (VIGs)*

7.1. *Establishment.* A VIG shall be established by the local authorities with the support of the County PMOs in each selected administrative village.

7.2. *Composition.* The VIG will be chaired by the Head of the village committee and composed of approximately ten (10) to fourteen (14) people including all existing village committee members and approximately five (5) to seven (7) farmer representatives from different household categories of well-being such as, women and vulnerable target populations.

7.3. *Responsibilities.* The responsibilities of the VIGs shall include: (i) participatory perceived well-being ranking of households within the village on a need basis; (ii) identifying Project activities prioritized by eligible groups through participatory approach, and reporting to the PMOs for the development of AWPBs; (iii) organizing the poor and vulnerable households to participate in Project activities; (iv) assisting PMOs monitor Project implementation and collecting M&E data as required; and (v) organizing the operation and maintenance of community infrastructure built by the Project.

B. *Implementation of Components*

8. *Component A: Value Chain Strengthening*

8.1. *Sub-component A.1: Institutional and capacity building for cooperative development.* The training, promotion, coaching and inspection of cooperatives activities under this sub-component shall be implemented by the RECMB. Other specialist trainers, consultants and business support service providers shall be contracted in accordance with this Agreement.

8.2. *Sub-component A.2: PPPP business models.* Activities under this sub-component shall be implemented by the Prefecture PMO who shall be responsible to oversee and monitor the implementation of the business plans under the overall supervision of the Provincial PMO. The BPAC established by the Prefecture PMO shall be responsible for the review, assessment and selection of the business models in accordance with the selection and eligibility criteria defined in the PIM and make a recommendation to the Prefecture PMO.

8.3. *Sub-component A.3: Guarantee Facility.* Activities under this sub-component shall be implemented by specialized guarantee agencies at county and prefecture levels selected in accordance with criteria specified in the PIM. To this end, a subsidiary agreement shall be entered into by BOFs with each selected guarantee agency.

8.3.1. *The Guarantee Agency Subsidiary Agreement.* The BOFs shall enter into an agreement with each participating guarantee agency for the implementation of the guarantee facility sub-component A.3. To this end a subsidiary agreement shall be drafted which shall provide, among other things, that:

- (a) The guarantee agency shall declare its commitment to the goals and purposes of the Project as stated in Schedule 1 and, in furtherance of such goals and purposes, it shall undertake to carry out activities under the Guarantee Facility sub-component A.3 in accordance with this Agreement;
- (b) The Borrower through the DOF, shall transfer Project resources to the relevant guarantee agency in accordance with the AWPBs;
- (c) The guarantee agency shall implement the guarantee facility sub-component A.3 in accordance with the criteria described in the PIM.

8.3.2. The Borrower, through the Lead Project Agency, shall submit a draft of the Guaranty Agency Subsidiary Agreement to the Fund for non-objection.

8.3.3. *Agreements with Participating Banks.* The Prefecture PMO shall enter into an agreement with each participating bank selected in accordance with eligibility and selection criteria defined in the PIM. The agreement shall provide amongst other things: the financing of the loans through their own funds, the type and use of guarantee made available by the Guarantee agency and the interest rate levels.

9. **Component B: Commercial Farming Enhancement**

9.1. *Sub-component B.1: Household based commercial production.* Activities under this sub-component in relation to annual/perennial cash crops, tree crops and sericulture shall be implemented by the BOA under the coordination of the PMOs. The BOL shall be responsible for the implementation of the livestock and poultry development activities and the Bureau of Fisheries for the fish culture activity. The Project sites and villages where activities will be implemented under this sub-component shall be selected by the Prefecture and County PMOs in accordance with criteria defined in the PIM. The BOA of the Prefecture and of each County of the Project Area shall provide technical services to Project beneficiaries.

9.2. *Sub-component B.2: Infrastructure improvement for commercial production.* Implementation of the activities under this sub-component shall follow a participatory approach through village level road maintenance groups and water users associations. Under the coordination of the PMOs, the Prefecture and County Bureaux of Transportation (BOTs) shall be responsible for the implementation of the road improvement related activities through service providers such as professional construction contractors selected in accordance with this Agreement. Irrigation related activities shall be implemented by the Prefecture and County Bureaux of Water Resources (BOWRs) through service providers such as professional construction contractors who shall be selected in accordance with this Agreement. The BOWR shall be responsible for technical guidance and supervision. The BOA and farmers' cooperatives shall be responsible for the land levelling and preparation activities. The selection of infrastructure projects and intervention sites shall be done in accordance with the selection criteria specified in the PIM.

C. Project Implementation Manual

10. *Preparation.* The Prefecture PMO shall prepare a draft PIM which shall be approved by the Provincial PMO. The draft PIM shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and likely service providers;
- (b) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (c) The composition of the BPAC and its responsibilities;
- (d) Selection and eligibility criteria for the PPP Business models;
- (e) Targeting and selection criteria for the interventions under the sub-components B.1 (Household based commercial production) and B.2 (Infrastructure improvement for commercial production) for participating villages, cooperatives and other beneficiaries;
- (f) Project operational, financial and procurement procedures, including participatory planning, implementation and monitoring procedures; and
- (g) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (RIMS).

11. *Approval and Adoption.* The Lead Project Agency, through the Provincial PMO, shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Agency shall cause the PMOs to adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Agency, through the Provincial PMO, shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I- Equipment and Materials	460 000	100% net of taxes
II-A Goods, Services & Inputs	9 230 000	85% of total costs net of taxes
II-B Goods, Services & Inputs	7 610 000	45% of the total costs
III- Works	1 930 000	20% of total costs
IV- Consultancies	5 260 000	100% net of taxes
V- Credit Guarantee Funds	990 000	100% net of taxes
VI- Vehicles	220 000	100% net of taxes
Unallocated	2 850 000	
TOTAL	28 550 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Equipment and Materials" under Category I shall mean eligible expenditures incurred related to equipment and materials under Component C (Project Management and Coordination).

"Goods, Services & Inputs-A" under Category II-A shall mean eligible expenditures incurred related to agriculture input and material under Component B (Commercial Farming Enhancement).

"Goods, Services & Inputs-B" under Category II-B shall mean eligible expenditures incurred related to support for PPPP business models under Sub-component A.2 (Support for PPPP business models).

"Works" under Category III shall mean eligible expenditures incurred related to civil works in the form of improvement of rural roads and irrigation interventions under Component B (Commercial Farming Enhancement).

“Consultancies” under Category IV shall mean eligible expenditures incurred related to technical assistance, research and studies, training, workshops and studies and technical and consultant services.

“Credit Guarantee Funds” under Category V shall mean eligible expenditures incurred related to additional capitalization into participating guarantee agencies/corporations to hedge against defaults of loans covered under Sub-component A.3 (Guarantee Facility).

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators ¹	Means of Verification	Assumptions
GOAL²			
Sustainably reduce rural poverty and improve the livelihood of rural households involved in both agricultural and livestock commodity value chains in economically disadvantaged areas of Shiyan prefecture of Hubei	<ul style="list-style-type: none"> • 15% drop in child malnutrition prevalence as compared to baseline (RIMS); and • 27,000 HHs have improved asset ownership index compared to baseline (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Government Statistics • RIMS 	
OBJECTIVES			
Capacity and capability of participating small farmers in Shiyan increased to benefit from the growth in commercial agriculture and related value chains;	<ul style="list-style-type: none"> • Average incomes of the rural poor households supported with annual and perennial crop production packages increase by 20% at project completion; and • 11,000 HHs are actively participating in commercial farming by project year 5 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS and benchmark surveys; • Impact assessment. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government support to poor rural areas; • Increased income improves assets; • Increased income of households leads to reducing child malnutrition.
OUTCOME BY COMPONENT (gender disaggregated)			
<p>Component A: Value Chain Strengthening:</p> <p>Outcome: Increased benefits accruing to small farmers participating in commercial agriculture and value adding agricultural production activities along selected commodity value chains.</p> <p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacity and capability of agricultural cooperatives increased; • Processing, transport and storage facilities upgraded. • Capacity of participating banks in value chain development and refinement 	<p>Outcomes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20% increase in turnover of 90 cooperatives operating in targeted counties (market access) • 20% increase in cooperative sales (market access) • 13,500 smallholder HH with 30% increase in throughput (market access) • 70 participating cooperative and companies have obtained [long term and production?] loans and other financial services provided by the project <p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Number of long-term supply contracts increased from xxx to xxx • 20% increase in customer base • post-harvest losses reduced by half (from xxx% to xxx%) • smallholder membership increased from xxx to xxx • 70 pro-poor public-private business plans established and 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS and benchmark surveys; • Project M&E reports; • Sector reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cooperative management are committed to smallholder membership • Cooperatives are increasingly member-driven, and responsive to smallholder needs • Smallholder farmers are interested to join cooperatives and willing to pay related subscriptions and for the services. • Cooperatives maintain and replace machinery, equipment, & facilities. • Continued policy support to farmer cooperatives and private enterprises.

¹ All targets refer achievements obtained by the end of the project implementation and female beneficiaries account for 50% of the total, unless stated otherwise.

² Indicators for achievements of project goal need to be confirmed and aligned with the 12th five year provincial poverty reduction plan, and baseline figures will be updated as soon as available.

Narrative Summary	Verifiable Indicators ¹	Means of Verification	Assumptions
<p>strengthened</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pro-poor public-private partnerships in the agricultural sector increased. • Project promoted financial services facilitate access of project clients to financial services. 	<p>sustained</p> <ul style="list-style-type: none"> • processing capacity increased from xxx ton/day to xxx ton/day; transport capacity increased from xxx tons to xxx tons and storage capacity increased from xxx tons to xxx tons 		
<p>Component B: Commercial Farming Enhancement</p> <p>Outcome: Sustainably increased agricultural production by small farmers</p> <p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rural infrastructure improved • Commercial production bases established • Farmers capacity in commercial production improved 	<p>Outcomes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8,000 beneficiary households report at least xxx% income increase from cropping sector; • Over 400 beneficiary households report at least xxx% income increase from livestock sector; • 67,000 household benefiting from infrastructure development. <p>Outputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 26,000mu of commercial annual/perennial cash crops(including medicinal plants) developed; • 27,000 mu of commercial tree crops developed • 425 households engaged in project-supported commercial livestock, poultry and aquaculture production activities • 673ha of irrigation area improved • 213 km of rural roads improved • 276 ha of farmland levelled and prepared 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS and surveys; • Project M&E reports; • Agricultural census data. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued policy support to farmer cooperatives and private enterprises. • Continued government investment in rural infrastructure • Production increases are sustainable given the environmental conditions